

Un 1^{er} trimestre 2020 déjà sous l'influence de la crise sanitaire dans le secteur privé

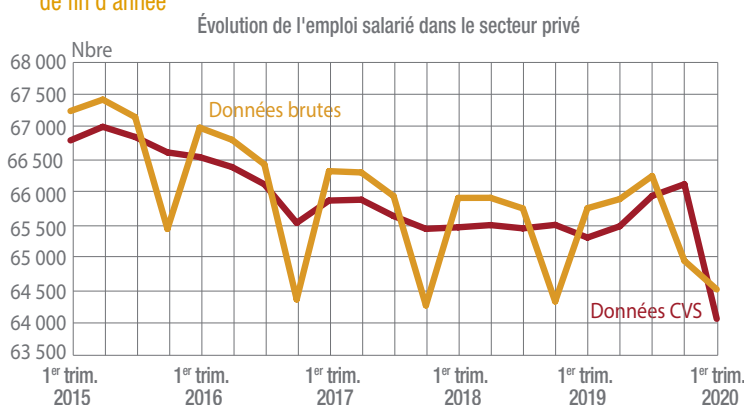
Au 31 mars 2020, soit tout juste une semaine après le début de la période de confinement strict décidée par les autorités calédoniennes, 64 480 salariés sont déclarés par les employeurs du secteur privé auprès de la Cafat. Alors que traditionnellement, l'emploi salarié repart au premier trimestre après un repli au quatrième trimestre, fin mars 2020, l'emploi salarié privé affiche une diminution de 3,1 % par rapport au trimestre précédent, en données corrigées des variations saisonnières (CVS – voir encadré). Cette année et pour la première fois, la reprise de l'emploi en début d'année ne s'est pas produite.

Dans un contexte de crise sanitaire mondiale, provoquée par la pandémie de la Covid-19, la Nouvelle-Calédonie a adopté un confinement strict du 24 mars au 19 avril sur l'ensemble du territoire, pour éviter la propagation du virus en Nouvelle-Calédonie. Mais les effets de la menace sanitaire sur l'économie calédonienne avaient déjà commencé à se faire sentir. Ainsi, les compagnies de croisières avaient suspendu leurs escales sur les îles de Maré et Lifou depuis le premier février, et sur l'ensemble des autres escales à partir de la mi-mars ; les établissements d'enseignement, de même que les crèches et les établissements de loisirs (bars, restaurants, discothèques...) ont fermé à partir du 20 mars. Plus largement, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui exprime l'opinion des chefs d'entreprises interrogés sur la conjoncture, perd 17 points au premier trimestre, pour s'établir à 78,2, soit son plus bas niveau historique. L'ICA subit de plein fouet le début de la crise de la Covid-19, et traduit les inquiétudes du monde économique essentiellement dans sa composante future : dans la période de grande incertitude qui a commencé, les soldes d'opinions les plus fortement dégradés concernent sans surprise, les prévisions d'investissements, l'activité prévue et la trésorerie future.

Ainsi, une semaine seulement après le début du confinement strict en Nouvelle-Calédonie, le marché de l'emploi s'en trouve déjà fortement impacté, certaines entreprises ayant préféré anticiper, en ne renouvelant pas les contrats qui arrivaient à terme. Ainsi, si le nombre de contrats rompus au cours du

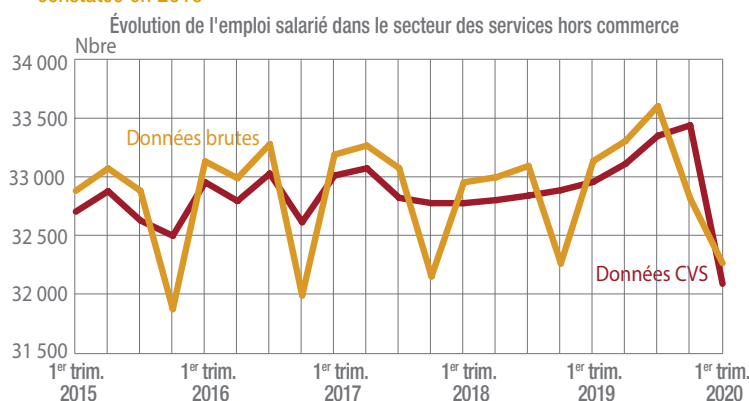
Les services et le commerce sont particulièrement touchés par les réductions d'effectifs.

● Pour la première fois, l'emploi ne repart pas au 1^{er} trimestre après le creux de fin d'année



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● Dans les services, une chute marquée au 1^{er} trimestre stoppe la reprise constatée en 2019



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

1^{er} trimestre 2020 n'augmente que de 2 % sur un an, le nombre de nouveaux contrats conclus au premier trimestre, habituellement très élevé, est en recul de 22 % sur un an et de 31 % par rapport à la moyenne de la dernière décennie.

Parallèlement, le nombre d'intérimaires se replie de 14 % par rapport au trimestre précédent et le recours au chômage partiel augmente déjà dans les mêmes proportions sur un trimestre : sur un an, le nombre d'heures indemnisées a doublé. Le nombre de chômeurs indemnisés au titre du chômage total

progresses quant à lui de 5,8 % par rapport au trimestre précédent. Enfin, les créations d'entreprises se réduisent de 3,8 %.

Les activités de services particulièrement affectées

Tous les grands secteurs du privé perdent des emplois sur un trimestre. Mais la baisse est plus particulièrement marquée dans les services et le commerce.

Plus gros secteur employeur avec 32 300 salariés au 31 mars 2020, les activités de services hors commerce sont celles qui





influent le plus fortement sur le résultat général. Elles enregistrent en effet un recul sévère de 4,0 % (données CVS), qui stoppe net le mouvement de reprise qui avait marqué l'année 2019. Pour la première fois, l'emploi, non seulement ne repart au premier trimestre après son point bas de fin d'année, mais son niveau de mars est inférieur à celui de décembre. Ainsi, en glissement annuel, la baisse de l'emploi dans ce secteur est particulièrement accentuée avec 870 emplois perdus.

Le secteur hébergement et restauration est le plus affecté avec une baisse record de 11 % sur un trimestre (données CVS). Elle concerne en particulier l'hôtellerie - deux tiers de la baisse trimestrielle découle de la réduction d'effectifs opérés par les hôtels de la place - et dans une moindre mesure, la restauration traditionnelle et les débits de boissons. S'ajoute à ces réductions d'emplois bien réelles, le transfert de 90 salariés d'une entreprise dont l'activité principale a été reclassée en santé et action sociale.

Le secteur des arts, spectacles et activités récréatives enregistrent une baisse de ses effectifs dans les mêmes proportions, -11 % sur un trimestre (données CVS), même si ses effectifs y sont nettement moins nombreux. Les premiers touchés sont en particulier l'organisation de jeux de hasard et d'argent et les activités de loisirs. Deux entreprises perdent, à elles seules, une soixantaine d'emplois sur un trimestre. A l'inverse, les secteurs santé et action sociale et autres activités de services voient leurs effectifs progresser de respectivement 2,1 % et 1,0 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Au-delà des effectifs gagnés sur l'hébergement par le reclassement de l'entreprise employeuse, les emplois supplémentaires concernent essentiellement les activités d'insertion et d'accompagnement des personnes en situation de handicap ou âgées.

Les commerces contractent leurs effectifs

Le secteur du commerce déclare 10 120 salariés au premier trimestre, soit une baisse de 1,3 % sur un trimestre (données CVS).

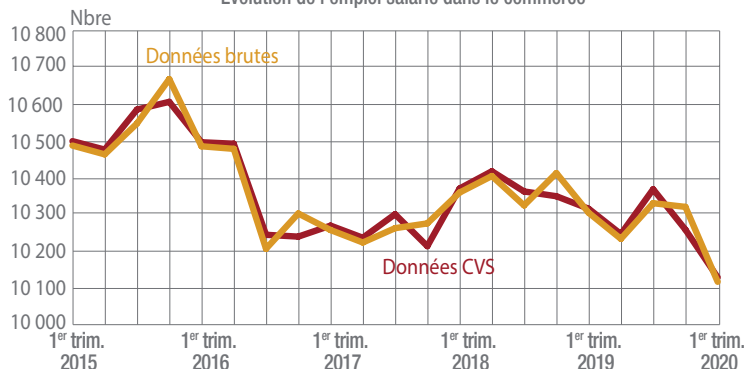
En dehors d'un sursaut au 3^e trimestre 2019 (+1,2 %), l'emploi salarié dans ce secteur est orienté à la baisse depuis mi-2018. Ce recul est constitué de baisse d'effectifs diffusés dans les différents types de commerce - commerce de détail, supérettes, vente de carburant en magasin spécialisé, habillement, parfumerie et produits de beauté, ... , et touche dans une moindre mesure le commerce de gros. S'y ajoute la

fermeture d'une boucherie et le reclassement d'une entreprise en industrie, entraînant le transfert de son effectif vers ce secteur, sans suppression de postes. Ces deux cas spécifiques concernent chacun une vingtaine de salariés.

En glissement annuel, le commerce perd 190 emplois. La baisse constatée un an plus tôt (-50 salariés) s'accroît.

● L'emploi continue de baisser dans le commerce

Évolution de l'emploi salarié dans le commerce



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

Nouveau recul de l'emploi dans la construction

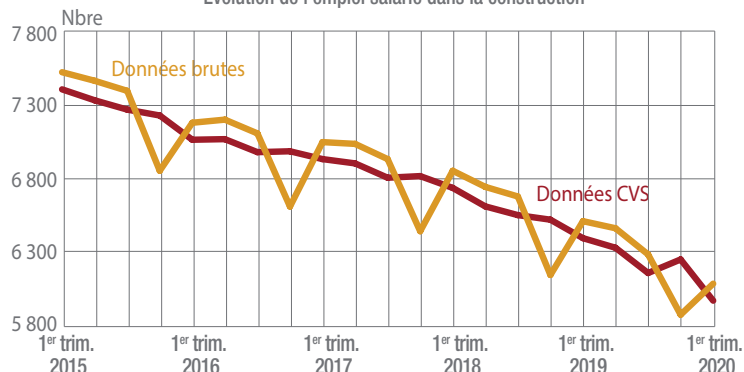
Le secteur de la construction comptabilise 6 100 salariés au 1^{er} trimestre 2020, soit une diminution de 4,5 % par rapport au trimestre précédent (données CVS). Ce nouveau repli prolonge et accentue l'orien-

tation à la baisse observée depuis plus de cinq ans.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2019, le secteur de la construction affiche un déficit de 400 emplois, essentiellement tiré par les travaux de construction spécialisés et la construction de bâtiments.

● L'hémorragie persiste dans le secteur de la construction

Évolution de l'emploi salarié dans la construction



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires



Le secteur de l'industrie déclare 14 200 salariés au 1^{er} trimestre 2020, en diminution de 1,6 % sur un trimestre (données CVS). L'emploi diminue de nouveau, après trois trimestres consécutifs de hausse.

En glissement annuel, le solde d'emploi du secteur industriel reste positif, avec 150 emplois supplémentaires. L'industrie manufacturière, plus gros pourvoyeur d'emplois du secteur, explique l'essentiel de cette hausse, en particulier les industries alimentaires, la métallurgie et les activités de réparation et d'installation de machines et d'équipements.

Le secteur agricole compte 1 750 salariés au 1^{er} trimestre 2020, en baisse de 4,3 % sur trois mois (données CVS).

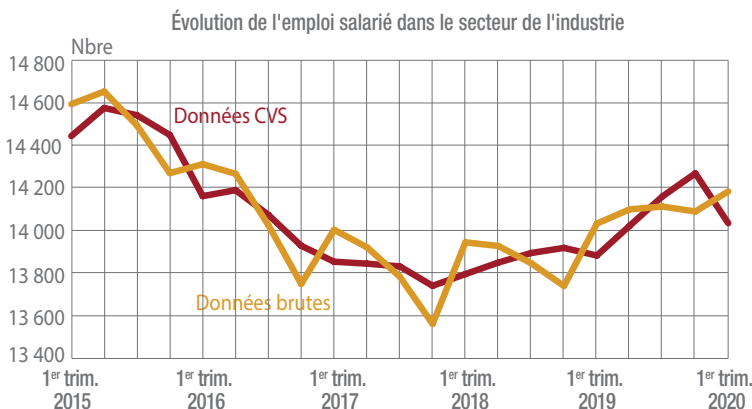
En glissement annuel, l'agriculture gagne 70 emplois supplémentaires. La hausse concerne les activités de culture de légumes, de céréales, la pêche et l'aquaculture en mer. Elle est cependant atténuée par le repli dans l'exploitation forestière et la sylviculture.

Un effectif contenu dans le secteur public en 2019

En 2019, 22 300 salariés en moyenne ont été déclarés à la Cafat chaque trimestre par les employeurs du secteur public (voir encadré), soit une augmentation de 0,7 % par rapport à l'année 2018. En valeur absolue, ce sont 150 emplois supplémentaires entre les effectifs moyens de 2019 et 2018. Toutefois, au cours de l'année 2019, les effectifs déclarés par le secteur public ont enregistré une hausse particulièrement marquée, mais très ponctuelle, au 3^e trimestre 2019 liée aux recrutements opérés par l'Isee pour les besoins du recensement général de la population. En effet, entre début septembre et mi-octobre 2019, l'institut a recruté près de 800 personnes pour mener cette mission. Sans tenir compte de ces recrutements exceptionnels et éphémères, l'effectif moyen déclaré par le secteur public aurait marqué un très léger recul de 0,2 % entre 2018 et 2019.

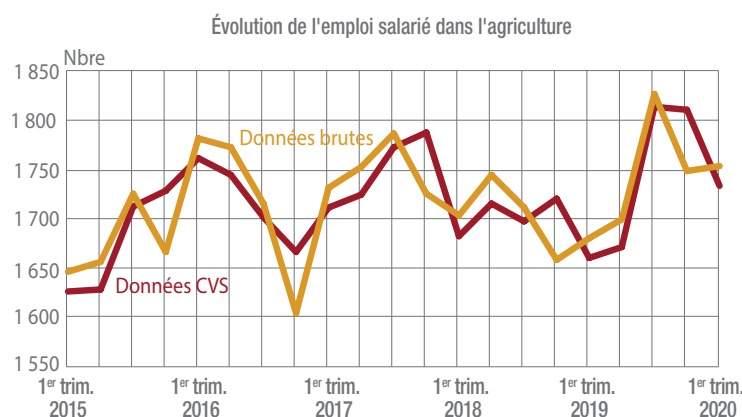
Ainsi, fin décembre 2019, le secteur public emploie 21 610 salariés tous statuts confondus, soit une diminution de 0,8 % par rapport au 4^e trimestre 2018 (soit 180 emplois de moins qu'un an plus tôt). Les

L'industrie est fragilisée au 1^{er} trimestre



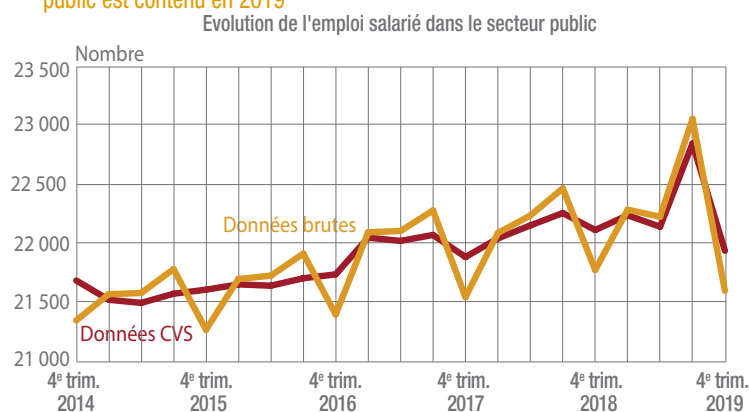
Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

L'emploi agricole recule au 1^{er} trimestre



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

En dehors d'un pic exceptionnel au 3^e trimestre, l'effectif du secteur public est contenu en 2019



Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

emplois perdus concernent en priorité des contractuels (-1,6 %) et des fonctionnaires d'Etat (-2,5 %). Le nombre des fonctionnaires territoriaux augmente lui de 0,4 %. Ces effectifs supplémentaires ne com-

pensent qu'un tiers de la réduction des effectifs contractuels, en lien avec la campagne d'intégration des contractuels dans la fonction publique territoriale.

Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié décline au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises, dont les niveaux sont toujours plus élevés au premier trimestre qu'au cours des trimestres suivants. L'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles.

Pour les indicateurs qui ne font pas l'objet d'une saisonnalité marquée, les évolutions trimestrielles sont calculées à partir des données brutes.

Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de quatre mois nécessaire pour s'assurer d'un niveau satisfaisant d'exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore être enregistrés après ce délai. C'est pourquoi, les chiffres des trimestres précédents sont systématiquement révisés à chaque nouvelle publication, pour tenir compte des déclarations tardives auprès de la Cafat.

L'emploi dans le secteur public

Par ailleurs, dans sa démarche permanente d'amélioration de la qualité de ses processus et de ses productions, l'Isee expertise chaque année sa chaîne de traitement statistique dans le but de consolider la base des données constituée. Pour ce faire, l'Isee coopère avec la Cafat, détenteur des données administratives source, pour garantir la qualité des statistiques produites. Dans ce cadre, et après qu'une défaillance ait été détectée dans le process de production des données sources par les employeurs publics, le traitement des données de ce secteur avait été interrompu fin 2018.

La difficulté est désormais en partie traitée, ce qui nous permet de reprendre la diffusion de ces statistiques, avec la publication des résultats 2019 et des données antérieures rétrolées. Une difficulté subsiste encore toutefois, qui justifie que les résultats du secteur public ne soient diffusés qu'avec un trimestre de retard par rapport à ceux du secteur privé.

Chiffres clés de l'emploi au 1^{er} trimestre 2020

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	14,3	100,0	18 179
Chômage total (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	5,8	3,0	2 407
Jours indemnisés	3,3	3,9	66 661
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	-14,1	-21,6	528
Entreprises utilisatrices	11,3	-7,6	319
Moral des entreprises (donnée trimestrielle)			
Indicateur de climat des affaires	-17,0	-9,7	78,2

* Les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes.
Sources : Isee - Cafat - DTE - IEOM

Unité : nombre sauf mention contraire



● Emploi salarié privé au 1^{er} trimestre 2020

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Effectif employeurs du privé	///	-3,9	11 030
Emplois salariés du secteur privé (a)	-3,1	-1,9	64 480
Détail par sous secteurs du privé (b)			
Agriculture, sylviculture et pêche	-4,3	4,4	1 750
Industrie	-1,6	1,1	14 190
Industries extractives	-1,0	2,8	1 730
Industries manufacturières (c)	-2,0	0,9	10 910
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-0,1	-0,1	700
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1,0	0,9	850
Construction (c)	-4,5	-6,5	6 100
Commerce	-1,3	-1,8	10 120
Services	-4,0	-2,6	32 280
Transports et entreposage	-1,2	2,4	4 230
Hébergement et restauration	-11,1	-10,6	4 170
Information et communication	-3,7	-2,1	1 080
Activités financières et d'assurance	1,3	0,2	2 540
Activités immobilières	-1,5	-0,1	730
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-2,2	-3,8	2 170
Activités de services administratifs et de soutien	-8,1	-4,0	5 370
Administration publique	3,8	2,5	930
Enseignement	-5,6	-5,8	2 560
Santé humaine et action sociale	2,1	4,8	3 430
Arts, spectacles et activités récréatives	-11,2	-10,5	680
Autres activités de services	1,0	3,7	1 990
Services domestiques	-4,8	-6,2	2 370
Activités extra-territoriales	-9,2	-16,1	30
Indéterminés (d)	///	///	40
Démographie d'entreprises			
Créations (cumul du trimestre)	-3,8	-2,0	1 241
Cessations (cumul du trimestre)	-36,2	-11,4	956

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS).

Unité : nombre sauf mention contraire

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi

(b) NAF rev2

(c) Les effectifs de KNS SAS, immatriculé au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière

(d) Cette catégorie regroupe les salariés dont l'entreprise est hors-territoire et ne possède pas de RIDET sur le territoire.

Sources : Isee - Cafat - Données provisoires

● Emploi salarié public au 4^e trimestre 2019

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Emplois salariés du secteur public (a)	-4,0	-0,8	21 610
Détail par statut			
Contractuel	-8,7	-1,4	8 510
Fonction publique Nouvelle-Calédonie	0,3	0,4	9 870
Fonction publique Etat (a)	-2,7	-2,5	3 230

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS).

Unité : nombre sauf mention contraire

(a) Hors Armées

Sources : Isee - Cafat - Données provisoires